

Données économiques

Réalités et chiffres concernant les drogues illicites

- Chaque année, le Canada consacre 2,3 G\$ à l'application de la loi (services de police, tribunaux et établissements pénitentiaires) et 1,1 G\$ en dépenses directes de soins de santé en lien avec les drogues illicites.

Source : J. Rehm et coll. (2006); *Les coûts de l'abus de substances au Canada 2002*; Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies.

- Le Canada consacre plus de 4 dollars à l'application de la loi pour chaque dollar qu'il consacre aux soins de santé liés aux drogues illicites (400 300 000 \$ et 88 000 000 \$ respectivement).

Source : Single et coll., 1996; *Les coûts de l'abus de substances au Canada 2002*; Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies.

- Un montant de 1 \$ consacré au traitement produit la même réduction du commerce de cocaïne qu'un montant de 7,30 \$ consacré à l'application de la loi.
- Un montant de 1 \$ consacré au traitement produit la même réduction du commerce de cocaïne qu'un montant de 10,80 \$ consacré au contrôle frontalier.
- Un montant de 1 \$ consacré au traitement produit la même réduction du commerce de cocaïne qu'un montant de 23 \$ destiné à convaincre les agriculteurs colombiens de remplacer le coca par une autre culture.

Source: Rydell, C. P., Caulkins, J. P. et Everingham, S. S. (1996); *Enforcement or treatment? Modeling the relative efficacy of alternative for controlling cocaine*. Operations Research (RAND), 44(5), 687-695.

- Dans des régions d'Amérique du Sud, certaines entreprises de production de drogues illicites disposent de ressources plus grandes que certains gouvernements.
- Les lois antidrogue, qui ne contribuent apparemment pas à réduire la consommation, sont toutefois très efficaces pour faire monter les prix des drogues.

Source: Stevenson, R. (1998, April); *Costs of the war on drugs*; document présenté à la conférence *Sensible solutions to the urban drug problem*, parrainée par le Fraser Institute, Vancouver (Canada).

- « À l'échelon fédéral, 11 ministères et organismes affectent chaque année environ 500 millions de dollars à la lutte antidrogue au Canada.
- Depuis 1997, la plupart des modifications législatives du gouvernement fédéral concernant les drogues illicites se sont attachées à restreindre l'offre (application de la loi) plutôt qu'à réduire la demande.
- Bien que les estimations varient, les Nations Unies pensent que les ventes annuelles totales de drogues illicites sont de l'ordre de 450 à 750 milliards de

dollars. Au Canada, les estimations des ventes, selon le gouvernement, varient de 7 à 18 milliards de dollars

- En ce qui a trait aux quelque 50 000 personnes accusées, 90 p. 100 des accusations concernaient le cannabis et la cocaïne. Plus des deux tiers des accusations visaient le cannabis, et environ la moitié étaient des accusations de possession
- Environ 125 000 personnes au Canada s'injectent des drogues
- Les coûts économiques, notamment ceux associés aux soins de santé (le VIH/sida et l'hépatite, à titre d'exemple), à la perte de productivité, aux crimes contre les biens et à l'application des lois, dépasseraient les cinq milliards de dollars par année
- À Vancouver, par exemple, on estime que 70 p. 100 des activités criminelles sont associées aux drogues illicites. Environ 63 p. 100 des délinquants sous responsabilité fédérale ont des problèmes de toxicomanie.
- En 1998, une étude du gouvernement fédéral sur le crime organisé a conclu que le commerce de la drogue avait des répercussions importantes sur les Canadiens et qu'il suscitait une violence considérable. De plus, les groupes du crime organisé, dont les drogues constituent la principale source de revenu, font de l'intimidation auprès des agents de police, des juges, des jurés et des agents de correction. Une telle intimidation constitue une menace directe à l'égard de la philosophie de paix, d'ordre et de bon gouvernement du Canada. Il importe de signaler que, depuis 1994, 150 décès ont été attribués à la guerre des « motards » au Québec pour le contrôle du crime organisé, y compris le commerce des drogues illicites.
- Les drogues illicites représentent également une source de revenu pour les groupes terroristes. Les Nations Unies ont exprimé une profonde inquiétude au sujet des liens entre les groupes terroristes et la production et le trafic des drogues illicites
- L'Agence intercepte les drogues illicites aux frontières du pays. Ainsi, l'Agence estime que, en 1999, elle a saisi des drogues illicites d'une valeur marchande d'environ 351 millions de dollars.
- Les coûts les plus importants pour le SCC sont ceux de l'incarcération. Pour 17 p. 100 des délinquants (soit 3 400 personnes), l'infraction la plus grave est liée aux drogues. Selon le SCC, environ 7 p. 100 des délinquants sous sa responsabilité sont associés au crime organisé.
- La toxicomanie constitue l'un des sept facteurs qui contribuent au comportement criminel. Près des deux tiers des délinquants admis dans les établissements correctionnels fédéraux sont aux prises avec un problème de toxicomanie. Environ 53 p. 100 des délinquants participent à des programmes pour toxicomanes pendant qu'ils purgent leur peine.
- Environ 95 p. 100 des dépenses du gouvernement fédéral affectées au problème des drogues illicites ont servi à restreindre l'offre (application de la loi ou répression du trafic de drogues). »

Source : *Les drogues illicites : Le rôle du gouvernement fédéral*. Bureau du Vérificateur général du Canada (2001)

- Le commerce mondial de drogues illicites génère un chiffre d'affaires de 400 milliards de dollars par année, selon le Programme international de lutte contre la drogue des Nations Unies. Cela représente 8 % de tout le commerce international et équivaut à peu près au commerce des textiles.

Nations Unies; Conseil économique et social; Commission des stupéfiants;
Conséquences économiques et sociales de l'abus et du trafic illicite des drogues; 1998,
 p. X.

- En 1992, le Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies a estimé que le coût des toxicomanies dépassait 18,45 G\$, soit 649 \$ par habitant, c'est-à-dire environ 2,7 % du produit intérieur brut du Canada.
- Le coût économique des drogues illicites au Canada a été évalué en 1992 à 1,37 G\$ soit 48 \$ par habitant; le coût de la productivité perdue pour cause de maladie et de décès prématurés s'élevait à 823 M\$.
- En 1992, le coût des drogues illicites pour l'économie de la Colombie-Britannique a été de 207 M\$, soit 60 \$ par habitant. Pendant la même période, le nombre de décès liés à des drogues illicites était de 4,7 par 100 000 habitants (le plus élevé de toutes les provinces canadiennes).
- Des études réalisées par le National Institute on Drug Abuse des États-Unis ont établi que, en 1991, le coût social d'un héroïnomanie non traité sur la rue s'élevait à 43 000 \$US et que les coûts liés à son incarcération ou à son traitement s'élevaient respectivement à 34 000 \$US et 11 000 \$US. Le coût d'un traitement d'un an à la méthadone était de seulement 2 400 \$US. Le Lindsmith Centre, utilisant également des estimations américaines, calcule que seulement entre 5 % et 10 % du coût du traitement à la méthadone est consacré au médicament en tant que tel et fait valoir que les programmes pourraient être réalisés de manière encore moins coûteuse si la méthadone était prescrite directement aux usagers.

Source: Transformation Solutions, Ltd. (juin 2001); *Review of methadone services in Vancouver/Richmond health region*. Vancouver (Canada); T. Turner.

- Selon les Nations Unies, les bénéfices générés par le commerce des drogues illicites sont si considérables que, pour en réduire sérieusement la rentabilité, il faudrait intercepter au moins les trois quarts des envois. Les efforts actuellement déployés ne permettent d'intercepter que 13 % des envois d'héroïne et entre 28 % et 40 % des envois de cocaïne*. (*Ce sont des valeurs optimistes; selon le Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime des Nations Unies, les chiffres sur la production et l'offre totale sont probablement sous-estimés par les gouvernements.)

Source : Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime des Nations Unies, *Tendances mondiales des drogues illicites*, 1999; p. XX.

- Une étude de la RAND Corporation conclut que chaque dollar additionnel investi dans le traitement pour les toxicomanies fait épargner au contribuable 7,46 \$ en frais sociétaux.

Source : Rydell, C.P. et Everingham, S.S., *Controlling Cocaine*, préparé pour l'Office of National Drug Control Policy et l'Armée américaine (Santa Monica (Californie); Drug Policy Research Center, RAND Corporation, 1994), p. xvi.

- Le principal produit de commerce en Colombie-Britannique est la marijuana.

6 G\$	Marijuana
5,7 G\$	Construction
5,6 G\$	Exploitation forestière et produits forestiers
3,7 G\$	Mines
3,4 G\$	Secteur secondaire
2,1 G\$	Agriculture

Dans le Lower Mainland, au cours des deux dernières années, la production de marijuana est passée de 2,2 G\$ par année à 4,2 G\$ par année.

Source: Skelton, C. (7 juillet 2001); *B.C.'s top commodity: Marijuana; The Vancouver Sun.*

Dans une analyse des coûts et des avantages comparant les dépenses consacrées à l'application de la loi, à la thérapie ou à l'entretien aux opiacés/stimulants, les auteurs ont conclu ce qui suit :

- Chaque dollar consacré à l'application de la loi engendre une **dépense** de 2,41 \$.
- Chaque dollar consacré à la thérapie engendre une **dépense** de 0,81 \$.
- Chaque dollar consacré à l'entretien aux opiacés/stimulants engendre une **économie** de 1,61 \$.
- Le consommateur moyen de drogue dure a besoin de plus de 40 000 \$ par année pour maintenir son habitude.
- Supposant que les biens volés se revendent seulement le cinquième de leur valeur, un toxicomane doit voler pour 200 000 \$ de biens par année.

Ethisys Inc. (février 2001); *Strengthening the fourth pillar: A cost-benefit analysis of implementing opiate/stimulant maintenance*. Vancouver (Canada); N. Stewart & J. Cheetham.

- Selon les Nations Unies, les drogues illicites génèrent des bénéfices colossaux; à titre d'exemple, un kilogramme d'héroïne acheté au Pakistan 2 720 \$ se vend en moyenne 129 380 \$ aux États-Unis.

Source : Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime des Nations Unies, *Tendances mondiales des drogues illicites*, 2000.

- Pour les Hells Angels et les Rock Machine, les drogues illicites sont leur vache à lait, cela ne fait aucun doute, explique le surintendant principal John MacLaughlin, de la GRC, spécialiste de la lutte contre le crime organisé.
- Environ 75 % des revenus des groupes criminels organisés comme les Hells Angels proviennent de la vente de drogues.
- Aujourd'hui, les trafiquants de drogues ne tuent pas des gens parce qu'ils sont sous l'empire de la drogue; ils le font pour régler des différends avec des concurrents ou des clients. Ils ne peuvent demander réparation devant les tribunaux; ils doivent résoudre leurs litiges par la force, explique Ira Glasser, directeur exécutif, American Civil Liberties Union.
- Selon le procureur général du Mexique, Jorge Madrazo, à l'échelle internationale, 40 % des bénéfices du trafic de drogue sont consacrés à des pots-de-vin.
- Selon l'ONU, le trafic mondial de la drogue représente 400 G\$US par année.
- Au Canada, le trafic de drogue représente 4 G\$ au gros et 18 G\$ sur la rue.
- Les revenus des barons de la drogue sont plus élevés que le budget de la défense des États-Unis, indique Gomez Hurtado, juge à la haute cour de Columbia.
- Revenus mondiaux du crime organisé : 1 billion de dollars
Revenus mondiaux de la vente de drogue : 400 milliards de dollars
Le trafic de drogue représente donc 40 % des revenus du crime organisé.
- Selon un rapport du département d'État des États-Unis, la richesse, le pouvoir et l'organisation du trafic de stupéfiants égalent ou dépassent ceux de bien des gouvernements.
- Au Canada, le gouvernement fédéral évalue de manière prudente les revenus du trafic de drogues entre 7 G\$ et 10 G\$ par année.
- De nombreux critiques, y compris le Prix Nobel d'économie Milton Friedman, font valoir depuis longtemps que la meilleure manière de faire échec au crime organisé consiste à lui couper son oxygène, c'est-à-dire ses revenus. Cela ne peut être le seul fait de l'application de la loi, car il faut composer avec la loi économique de l'offre et de la demande (si des gens demandent un produit ou un service, quelqu'un, quelque part, trouvera toujours le moyen de le leur fournir). Les gouvernements doivent plutôt légaliser les biens et services qu'ils ont interdits. Lorsque ces biens et services seront offerts par des sociétés légitimes, le crime organisé ne pourra plus en faire une source de revenus. Les drogues illicites sont les principales sources de revenus; pour faire échec au crime organisé, il faut légaliser les drogues.

Source: Gardner, D. (13 septembre 2000); Illegal drugs, indecent profits. *The Ottawa Citizen*.

- Selon un rapport des Nations Unies, au cours de la dernière décennie, les prix indexés en Europe de l'Ouest de la cocaïne et de l'héroïne ont chuté respectivement de 45 % et de 60 %. Aux États-Unis, les baisses ont été de 50 % pour la cocaïne et de 70 % pour l'héroïne.

Source : Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime des Nations Unies, *Tendances mondiales des drogues illicites*, 1999, p. XX.

- Il a été estimé qu'aux États-Unis le commerce légalisé, réglementé et taxé de la drogue pourrait générer des recettes fiscales de 3 G\$ à 17 G\$. Avec l'élimination virtuelle des dépenses en application de la loi liée à la lutte antidrogue, les recettes fédérales pourraient s'accroître de quelque 24 G\$.

Source : Chef Barry Shaw, service de police de Cleveland; citant Jeffery Mirron (président, département d'économie, Université de Boston).

- Chaque année, il est dépensé au Canada 1 G\$ pour lutter contre le trafic de stupéfiants.

Source : *Rapport du Comité spécial du Sénat sur les drogues illicites*; président : Pierre Claude Nolin. Septembre 2002. P. XXX.

- Il est estimé que le coût du traitement des personnes atteintes du VIH/sida en Colombie-Britannique en 1999-2000 s'élèvera à 72,3 M\$. À long terme, les estimations locales du coût du traitement médical à vie d'un UDI vivant avec le VIH/sida s'élèvent à 134 559 \$ (Hanvelt et coll., 1999).
- En 1999, 1 002 utilisateurs de drogues injectables ont consommé 9 483 jours/patient hospitalisé à l'hôpital St. Paul (Hôpital St Paul – données non publiées).
- Les dépenses annuelles par habitant liées à la drogue en Colombie-Britannique (60 \$) sont les plus élevées de toutes les provinces canadiennes (Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies, 1992).
- Le coût total des hospitalisations liées à la consommation de drogues était d'environ 27 M\$.
- La police de Vancouver a signalé 1 819 infractions liées à des drogues illicites en 1998.

Kerr Thomas. (novembre 2000); *Safe Injection Facilities: Proposal for a Vancouver Pilot Project*. Harm Reduction Action Society.

- Les exportations de cannabis de la Colombie-Britannique s'élèvent à 2 G\$ par année.
- Si le cannabis était taxé, son commerce générerait des revenus de 2 G\$ par année (estimation prudente).
- Une exploitation modeste d'une centaine de plants de cannabis peut générer des revenus bruts de 80 000 \$ par année.
- Le commerce du cannabis devrait être taxé, de manière à priver le crime organisé de ces revenus illégaux et à créer une source de revenu additionnelle pour le gouvernement.

Source: Easton, Stephen. *Marijuana Growth in British Columbia*. Fraser Institute; mai 2004.

- Le marché des drogues illicites aux États-Unis représente 60 G\$.
- Le coût social total de la production de drogues illicites est de 105 G\$.
- La légalisation des drogues engendrerait des revenus fiscaux de 45 G\$ par année.
- La légalisation et la taxation de la consommation seraient plus efficaces, pour réduire la consommation, que le maintien de l'interdiction.

Source : Becker, Gary et Murphy, Kevin; *Battle Tactics : The Economics of the War on Drugs, Capital Ideas, Selected Papers On Price Theory*. The University of Chicago Graduate School of Business; mai 2005.

Cette fiche d'information a été produite par Mark Haden, Addiction Services, Vancouver Coastal Health
Ébauche du 26 avril 2006